

# EN CROISADE À TCHAMBA, LES TIDJANTES ONT PRIÉ POUR LE TOGO



## Nouvelle OPINION

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC

N°429 du 09 Février 2015

Prix : 250F CFA

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Finale de la CAN 2015 :

## Copa Barry donne la 2ème étoile aux Eléphants 23 ans après

### Démocratie à la togolaise

# L'étiau se resserre autour de Fabre et complices p.3



Jean-Pierre Fabre (ANC)

## Mort programmée de l'ANC après la présidentielle ?

Une fois encore, la classe politique togolaise et plus précisément l'opposition s'égare dans le dédale complexe des voies pouvant la conduire au bout des ses peines. Au centre des débats qui mettent l'opposition en lambeaux, figure en bonne place la question des réformes. Si au départ, l'exigence des réformes avant toute élection a donné l'apparence d'une unanimité au sein de l'opposition, aujourd'hui, il n'en est plus question. Certaines formations politiques de l'opposition dont l'ANC en tête sont prêtes à participer à l'élection présidentielle prochaine sans les réformes. L'Homme fort de l'opposition, le cascadeur des rudes épreuves et ses complices sont prêts, selon leurs propres propos, à battre tous seuls le parti au pouvoir et obtenir l'alternance politique à l'issue du scrutin présidentiel de cette année 2015 même à un seul tour et en rangs bien dispersés. Voilà la énième illusion qu'on cherche à inculquer une fois de plus dans les esprits profanes qui, heureusement, commencent par déchanter. L'entêtement du chef de file de l'opposition à vouloir à tout prix cavalier à ce challenge face à Faure commence à faire réfléchir plus d'un...

### Sécurité Maritime

## Grand sommet au Togo en novembre prochain



Robert Dussey, ministre des Affaires Etrangères

L'insécurité maritime prend de nos jours une ampleur inquiétante avec des attaques de tous genre qui se perpétuent ça et là sur bon nombre de côtes, dont celle du golfe de Guinée. Le fléau dont les conséquences sont incalculables ne peut laisser indifférents tout homme imbus de bons sens. Les chefs d'Etats et de gouvernement du continent africain, le plus menacé ne souhaitent plus laisser le mal se perdurer. Ils ont choisi de se mobiliser pour trouver les voies et moyens idoines pour stopper la barbarie... P.3

### Tournée de "soutien" aux trois pays les plus touchés par EBOLA

## Faure Gnassingbé en appelle à la vigilance de tous



Faure Gnassingbé chez son homologue Alpha Condé de la Guinée P.6&7

Congrès constitutif de la STT  
**Nadou Lawson-Oloukounlé appelle tous les travailleurs à une union nationale p.6**

Pour tout renseignement, information ou conseil  
contacter le centre d'appel au N° VERT  
**8201**

OTR  
FEDERER POURBATE  
www.otr.tg

# TOGO CELLULAIRE

## JEUX SMS Amis INVISIBLES

Du 21 janvier au 14 février

### Inscrivez vous!!!

Entrez dans le menu « message texte »  
Tapez votre sexe espace votre âge  
Suivi du sexe et de l'âge de la personne  
« invisible », avec laquelle  
vous voulez être ami.  
Envoyez le message au



### Exemple :

Vous êtes un homme  
de 20 ans désirant correspondre  
avec une demoiselle de 18 ans.

Envoyez par SMS au 990  
le message suivant : H (espace) 20  
(espace) F (espace) 18



\*Récompenses spéciales aux 50 couples les plus SMS  
(Bons d'achats dans les boutiques de la place, bons de carburants)

Coût du SMS 100 FCFA



**LE LEADER**

service client:888

[www.facebook.com/Togocellulaire](http://www.facebook.com/Togocellulaire)

[www.twitter.com/togocel](http://www.twitter.com/togocel)

[www.togocel.tg](http://www.togocel.tg)

certifiée ISO 9001:2008

**Présidentielle 2015 :**

# Avec ou sans reformes, le scrutin doit respecter les délais légaux

La politique togolaise est à géométrie variable. Les acteurs politiques sont habitués à entretenir des discours inconstants. Ils ont tendance à verser dans le dilatoire à l'approche de chaque élection. C'est souvent après avoir pesé leur impopularité que, l'opposition se met dans tous ses états en tournant en bourrique ses militants.



Aboudou Assouma, président de la Cour Constitutionnelle

L'épineuse question des réformes politiques ne cesse de revenir sur chaque lèvres. Si elles sont nécessaires pour une élection sans heurts, il n'en demeure pas moins vrai qu'il y a au sein de l'opposition ceux qui les veulent avant la présidentielle et ceux qui sont prêts à aller au scrutin sans les réformes. Parmi ces deux courants d'idées se trouvent ceux qui, dans leur mauvaise foi demandent les réformes le matin et disent le

contraire le soir. C'est malheureusement à ce jeu que certains membres de CAP 2015 se prêtent. Mais comment comprendre ces changements de ton à quelques pas de ce rendez-vous électoral ? Au sein de CAP 2015, la divi-

sion est nette. La dynamique qui a prévalu avant la création de ce bloc n'est plus de mise. CAP 2015 n'est qu'une coquille vide. Ceux qui sont prêts à aller aux élections sans les réformes sont désormais connus.

Eric DUPUY, le secrétaire à la communication de l'ANC, membre de ce groupement de partis a jeté le pavé dans la mare lors de sa dernière sortie médiatique.

Il a réaffirmé la position de son parti qui reste dans une logique de participer au scrutin présidentielle sans les réformes. Cet avis n'est pas partagé par les autres membres qui conditionnent leur participation à l'obtention des réformes, surtout la limitation du mandat présidentiel et le mode de scrutin à deux tours.

Le bras de fer entre les membres de CAP 2015 est désormais engagé. Mais on se demande, quel plan échafaudé encore l'ANC en voulant aller à l'élection sans réformes alors que très tôt, il avait soutenu le fait de les obtenir avant toute participation ? La duplicité du parti de Jean-Pierre Fabre

montre à suffisance que la polémique sur les réformes risque de perdurer. Si les réformes venaient à être opérées, la question de la date d'effet se pose avec acuité. C'est en cela que Me AGOYIBO s'est prêté à des explications juridiques en reconnaissant que la constitution actuelle n'empêche Faure de se représenter. Cependant, s'il ya réformes, il ne pourra postuler qu'une seule fois. Nonobstant ces éclairages, l'ANC et tout ce qui lui ressemble refuse obstinément d'accepter les réformes.

A l'allure où vont les choses, il serait difficile à l'opposition de s'accorder sur des points de vue convergents. Une chose paraît évidente ; avec ou sans réformes, l'élection présidentielle aura lieu dans les délais constitutionnels.

**Nouvelle Opinion**

**Démocratie à la togolaise :**

# L'étai se resserre autour de Fabre et complices

## Mort programmée de l'ANC après la présidentielle ?

Une fois encore, la classe politique togolaise et plus précisément l'opposition s'égare dans le dédale complexe des voies pouvant la conduire au bout des ses peines. Au centre des débats qui mettent l'opposition en lambeaux, figure en bonne place la question des réformes. Si au départ, l'exigence des réformes avant toute élection a donné l'apparence d'une unanimité au sein de l'opposition, aujourd'hui, il n'en est plus question.

d'euphorie et de populisme. À force d'ignorer ce principe de la sagesse qui nous apprend que nul ne peut s'élever au-dessus du médiocre s'il ne sait imiter le bon modèle, Fabre et compagnons finiront par avoir au dos presque tous les combattants pour l'alternance et camarades de lutte au sein de l'opposition. Le grand paradoxe et l'incohérence dans la stratégie politique de l'ANC qui fâchent aujourd'hui s'expliquent par le fait

que ce parti bloque les travaux sur les réformes parce qu'elles seraient subordonnées à la candidature de Faure Gnassingbé et qu'après, la même ANC accepte participer au scrutin face à Faure Gnassingbé dans un mode de scrutin à un tour et en rangs dispersés. C'est sûrement ce qui explique les critiques de plus en plus acerbes des amis d'hier du chef de file de l'opposition.

Au nombre des voix qui s'élèvent contre l'attitude peu cohérente de Fabre et de l'ANC, on retiendra en un premier temps celle du CAR à travers son président Dodji Apevon et Jean Kissi, le secrétaire général du parti. À plusieurs reprises, les deux responsables du CAR ne sont pas passés par des détours pour accuser d'abord l'ANC d'avoir empêché le consensus indispensable pour le vote de la proposition de loi envoyée à l'assemblée nationale. Tout récemment, le parti de Me Apevon a également jugé incompréhensible l'attitude de l'ANC qui se dit prête à parti-



Jean-Pierre Fabre, président de l'ANC

ciper à l'élection sans les réformes alors qu'elle dit se battre pour ses réformes avant l'élection présidentielle.

Ensuite, ce fut Abass Kaboua, membre fondateur du CAP2015 qui monte au créneau pour relever les contradictions et mal-adresses de l'ANC dans son entêtement à aller à la présidentielle sans les réformes.

La liste des réactions va s'al-

longer plus tard avec les sorties de Me Zeus Ajavon, coordonnateur de la Synergie des ODDH et de Me Benoît Afangbedji qui estiment qu'un parti politique responsable de l'opposition ne peut se contrarier de la sorte. La toute dernière sortie médiatique contre la position de l'ANC est celle du Vice-président de OBUTS, M. Gérard Adja qui accuse les premiers responsables de l'ANC d'a-

voir commis une grave erreur politique en pensant que même sans les réformes, Fabre peut gagner les élections. Selon M.Adja, cela prouve à suffisance que Fabre et les siens ont définitivement tourné la page des réformes.

Il est donc clair après ces critiques orageuses contre l'ANC que Jean Pierre Fabre et son parti n'auront plus aucun argument solide pour faire valoir leur credo qui consiste à crier au vol de leur victoire au lendemain du scrutin. Tout le masque finira par tomber quand les cadres de l'ANC et du CAP2015 rentreront au gouvernement d'union à venir. Cette entrée au prochain gouvernement serait l'une des raisons qui font courir CAP2015 à tout prix à cette cavalcade électorale dénuée de tout sens. Et après tout ce périple politique, il ne restera que de la cendre de l'ANC qui laissera pousser sans doute une nouvelle force alternative.

Au demeurant, seul le temps nous dira de quoi le lendemain du scrutin sera fait.

**El Hadj Arimiyao**

**Sécurité Maritime :**

# Grand sommet au Togo en novembre prochain

L'insécurité maritime prend de nos jours une ampleur inquiétante avec des attaques de tous genre qui se perpétuent ça et là sur bon nombre de côtes, dont celle du golfe de Guinée. Le fléau dont les conséquences sont incalculables ne peut laisser indifférents tout homme imbus de bons sens. Les chefs d'Etats et de gouvernement du continent africain, le plus menacé ne souhaitent plus laisser le mal se perdurer. Ils ont choisi de se mobiliser pour trouver les voies et moyens idoines pour stopper la barbarie.

Pour son engagement sans faille dans la lutte contre la piraterie maritime, c'est le Togo qui a

le privilège d'accueillir la prochaine conférence des chefs d'Etats et de gouvernement de

l'Union Africaine le 07 novembre prochain. Le thème retenu à cet effet ; la sécurité maritime et le développement en Afrique va permettre aux participants de diagnostiquer le mal puis de le guérir depuis ses vrais racines. C'est lors de la 23e session ordinaire tenue à Malabo les 26 et 27 juin 2014 que le Togo a eu en

**Processus électoral :**

**Le Ministre BAWARA dans l'Ogou appelle les populations à bannir le spectre de violence**

La révision des listes électorales a débuté dans la zone 2 depuis le 02 février et prendra fin le 09 février prochain. Pour s'assurer de l'effectivité de ces opérations, le ministre BAWARA, en charge de l'administration territoriale était dans certaines localités de la préfecture de l'Ogou le weekend dernier.

Avec sa délégation, il a eu à sensibiliser les populations sur les enjeux de l'élection présidentielle qui arrive à pas de géant. Partout où il a circulé, le

ministre et sa suite ont enseigné aux populations les valeurs démocratiques qui sont incompatibles avec les violences avant, pendant et après les élections. Les populations ont soulevé les problèmes de santé et de l'emploi des jeunes qui les préoccupent tant.

Pour sa part, M. BAWARA a expliqué aux chefs traditionnels et à leurs populations, combien il est important que notre pays soit en paix pour que toutes ces doléances puissent trouver une issue favorable.



Gilbert Bawara, ministre de l'Administration territoriale

Parlant du processus électoral enclenché, il a exprimé sa disponibilité pour que celui-ci aboutisse en leur demandant de bannir les spectres de violences qui constituent un frein au développement économique de notre pays.

"Les élections ne doivent pas être une occasion pour qui que se soit ou pour quelques prétextes que soient pour se livrer à des violences.

Rappelez-vous, le Président de la république avait dit en 2005 à Atakpamé : plus jamais ça" avait-il expliqué aux vaillantes populations de la préfecture de l'Ogou.

Le message a été visiblement compris par les populations car à travers les réactions des chefs traditionnels, tout porte à croire que ceux-ci sont déterminés à ne pas verser dans la violence lors de cette joute électorale. "Nous sommes rassurés par le ministre et avec toute la population, nous sommes convaincus que, ça ne va plus se répéter" a avoué un chef traditionnel venu écouter la délégation ministérielle.

Pour ce qui est de la révision des listes électorales, les populations de cette localité du pays sont informées et c'est avec engouement, ferveur et patriotisme que celles-ci se font enrôler.

**Polémique autour de la date de l'élection :**

**Les acteurs politiques font du juridisme pour flouer l'opinion**

Depuis que la cour constitutionnelle a fait un communiqué pour se prononcer sur le processus électoral en cours, les spéculations vont bon train avec en toile de fond une polémique qui s'est répandue dans l'opinion comme une trainée de poudre. Parlant de la convocation du corps électoral, elle avait annoncé la date du 05 mars au plus tard, soit 60 jours avant la fin du mandat du président en exercice.

Du coup cette annonce a donné matière à critiquer. Au sein de la population, on estime que, la cour constitutionnelle n'a pas donné avec précision la date du prochain scrutin. Certaines voix se sont élevées pour jeter du discrédit sur le gouvernement et la CENI. Pour cette catégorie de personne, le gouvernement devrait arrêter la polémique en fixant clairement l'opinion.

Il convient, de faire une nuance entre la convocation du corps



Me Apévon Dodji (CAR)

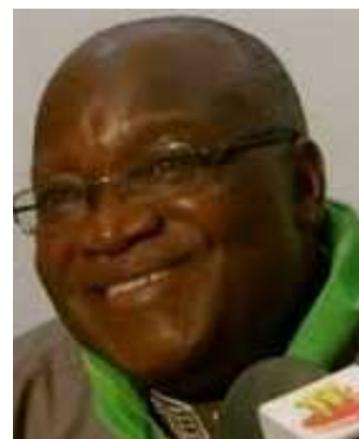
électoral et la date du scrutin. Selon les dispositions de l'article 59 et 61 de la constitution et 53 du code électoral, c'est au gouvernement de fixer la date du scrutin après proposition d'une date de la CENI. Le ministre de l'administration territoriale M. Gilbert BAWARA, après l'annonce faite par la cour constitutionnelle n'a pas manqué de monter au créneau pour situer les uns et les autres.



Me Adjamagbo-Johnson (CDPA/CAP2015)

res. Pour M. BAWARA, le scrutin aura probablement lieu à la date de mi-avril.

Comme on peut le constater, il n'est ni du ressort de la cour constitutionnelle ni de la CENI de fixer la date. La date de l'élection présidentielle de 2015 relève de la compétence exclusive du gouvernement togolais sur proposition de l'instance chargée d'organiser les élections. En dépit de cette clari-



Prof Aimé Gogué (ADDI)

fication, la classe politique ne cesse de polémiquer sur ce communiqué comme pour dire qu'elle entretient un flou dans l'esprit des Togolais qui sont dans l'expectative de connaître la date de l'élection.

De prime abord, la cour constitutionnelle est dans son rôle en se prononçant sur le processus électoral. En tant qu'institution chargée d'avaliser les résultats du scrutin, elle est en amont et en aval de la crédibilité d'une élection pluraliste. Il est clair que la polémique qui a cours ces derniers temps sur la scène politique participe à une idée selon laquelle, l'opposition veut verser dans le juridisme inutile pour faire diversion au sein de l'opinion.

Vouloir tergiverser sur la date réelle de l'élection alors que les délais légaux sont clairs là-dessus, confine à un acharnement qui ne dit pas son nom.

La solution nécessaire pour l'aboutissement du processus serait de faire preuve utile en laissant toutes les parties prenantes poursuivre leurs chronogrammes, finaliser le fichier électoral avant de fixer la date exacte du scrutin. Le gouvernement fixera incessamment une date pour lever l'équivoque.

**Renforcement de la gestion des finances politiques au Togo :**

**Les cadres du ministère de l'Economie et des Finances et ceux des structures externes outillés**

Le ministère de l'économie et des finances, avec l'appui du projet conjoint UE-FMI de renforcement de la gestion des finances publiques au Togo, a organisé du 26 au 29 janvier 2015 dernier, à l'hôtel Sarakawa, un séminaire sur le nouveau cadre légal et réglementaire de la gestion des finances publiques harmonisé avec les directives de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

L'objectif visé est de sensibiliser davantage les cadres du ministère de l'économie et des

finances et ceux des structures externes, notamment les ministères sectoriels, à savoir la Cour des Comptes ainsi que les députés membres de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale sur les enjeux et les défis du nouveau cadre. D'importantes innovations interviendront dans la gestion des finances publiques et le droit budgétaire Togolais avec la mise en application de ce nouveau cadre.

Par rapport aux innovations on peut citer entre autres, l'introduc-

tion de l'approche pluriannuelle de la programmation budgétaire, la budgétisation par programme, la déconcentration de la fonction d'ordonnateur principal des dépenses, et un contrôle rénové de l'exécution du budget.

Une mise en œuvre progressive de ces innovations a été programmée par le législateur, et la première échéance de certaines dispositions est fixée au 1er janvier 2016 tandis que les autres échéances s'étaleront jusqu'en 2019.

Agbé

N.O.

**La Rédaction**

**Nouvelle OPINION**

Hebdomadaire togolais d'information-général, d'analyse et de publicité  
Récépissé -°0149/14/03/01/HAAC  
Siège: Adidoadi-, Pavée prolo-gé,  
2ème carré après Pharmacie  
Le Galie-

**Directeur de Publication:**

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao  
Cel:91 36 37 55  
jea-tchag-ao@yahoo.fr

**Secrétariat de la Rédaction:**

Agbékpou ou Ju-ior

**Rédacteurs :**

Tchag-ao  
El Hadj Arimiyao  
Agbékpou ou Ju-ior  
Ramzad  
Maroi-e Tchag-ao  
Pierre Pouli

**Imprimerie:**

La Colombe

**Tirage :**

2.000 exemplaires

## Présidentielle de 2015 :

## En croisade à Tchamba, les Tidjanites ont prié pour le Togo

Samedi 31 janvier 2015, la communauté musulmane des Tidjanites du TOGO s'est retrouvée à Tchamba dans la région centrale à l'est de Sokodé. C'est à l'occasion de Maouloud 2014. Cette cérémonie de prière pour le Togo a été initiée par les Tidjanites qui ont retenu la ville de Tchamba pour la circonstance. La croisade a connu la présence d'éminents Oulémanes de la communauté Tidjania, venus de toutes les grandes villes musulmanes du Togo, du Bénin, du Ghana, du Nigéria et surtout du Sénégal.

Ministres, députés, officiers, sous-officiers, autorités politiques et religieuses, chefs cantons et de villages, cadres ; chacun a voulu être témoin de ce grand événement spirituel, plein de bénédictions. La présence effective d'imam Cissé Tidjani de Dakar, grand maître et érudit de la communauté Tidjania du monde a porté haut la cérémonie.

Il a rappelé qu'à chaque moment d'élection le pays bascule vers des troubles faisant d'importants dégâts. Imam Tidjani Cissé a confié les élections avenir à Allah pour qu'elles soient des élections apaisées crédibles et acceptables par tous.

L'imam de Dakar a dit être au Togo pour le fait qu'on lui a demandé de venir pour une prière de paix. Il a souligné que l'islam, contrairement à ce qu'on vit ces derniers moments, est une religion de paix, d'amour et de tolérance. Il a, tout comme le DG Atcha, rappelé que les Tidjanites ne s'inscrivent pas dans la logique de certains courants musulmans du moment, qui se lancent dans des actes de violences et de tueries d'innocentes personnes.

L'ancien Président de l'assemblée nationale, l'honorable Fambaré Natchaba, bien que n'étant pas de ce courant musulman, était de la partie. Il a encouragé l'initiative tout en précisant qu'une prière de ce genre n'est pas une exclusivité des Tidjanites. Elle concerne tous les togolais et donc tous les musulmans. Raison pour laquelle, il ne peut manquer à ce rendez-vous.

Fambaré Natchaba, a précisé que la communauté Tidjanite mérite sa place au Togo, dans notre sous-région et



partout dans le monde, dès lors que nulle part au monde ses fidèles n'ont jamais posé d'actes barbares ni de troubles à l'ordre public.

Atcha Dédji-Affoh, promoteur de la croisade, parlant de la secte Boko Haram a dit être en train de s'organiser pour

une rencontre dans les jours à venir avec tous les imams du Togo pour un recadrage systématique sur les préceptes de l'Islam.

Cette rencontre permettra de préserver notre pays de toute ouverture vers l'Islam radical qui entraîne ce qui mal-



heureusement se vit un peu partout dans le monde. La prière ainsi ouverte s'est poursuivie dans la nuit où les fidèles musulmans toute tendance confondue ont confié notre pays et tous ses fils à Allah. Le DG Atcha, en marge de cette croisade de prière, a confié à

notre rédaction être aussi à Tchamba pour appeler les siens à se faire établir la carte d'électeur dans le cadre de la révision des listes électorales en cours dans la zone en sa qualité de député UNIR.

El Hadj Arimyo

## Sécurité Maritime :

## Grand sommet au Togo en novembre prochain

Suite de la page 3

charge d'assurer l'organisation et la tenue de cette importante réunion. La conférence sera précédée de travaux préparatoires selon l'esprit et la lettre des textes régissant l'Union Africaine. Le ministre des affaires étrangères et de la coopération sous la houlette de M. Robert DUSSEY est à pied d'œuvre pour la réussite de ce grand événement. Mais avant toute chose, le ministère travaille activement sur deux volets essentiels tels que l'organisation matérielle et logistique et la préparation des travaux proprement dits.

Pour ce qui est du volet matériel, le Togo s'engage à offrir un cadre propice et des conditions de travail appropriées aux différentes délégations qui sont attendues. Le gouvernement togolais a mis en place une commission qui se planche déjà sur cette organisation matérielle et logistique. Notons qu'avant la date du sommet prévue pour le 07 novembre, une réunion des experts se tien-



Robert Dussey, ministre des Affaires Etrangères

dra les 02 et 03 novembre et une réunion ministérielle doit avoir lieu les 04 et 05 novembre. En ce qui concerne la préparation des travaux proprement dits, elle prend en compte la coopération régionale et internationale pour la sécurité maritime et le développement. Le gouvernement exprime son souhait de voir cette rencontre parvenir à un engagement concret des chefs d'Etats Africains.

Prenant la parole à propos de

cette réunion et notamment sur le point 2, le Ministre Togolais des affaires étrangères Robert Dussey a rappelé que les divers problèmes causés par l'insécurité maritime sont au cœur des préoccupations de la communauté internationale, en ce qui concerne les menaces contre la paix, la sécurité et le développement économique qui sont et demeurent des fondements essentiels de la cohésion sociale, du bien être et de la prospérité espérés par les peuples.

Les divers actes énoncés dans le point sous examen, que corroborent les derniers actes de piraterie survenus le 1er février 2015 dans le Golfe de Guinée (opération de sauvetage menée par le Ghana, le Bénin et le Togo) avec des victimes qui en ont résulté, illustrent, à suffisance, les préoccupations sérieuses que nous avons.

Les conséquences déplorables, voire néfastes, engendrées par l'insécurité en mer sur la naviga-

tion internationale, le commerce, le développement économique et, partant, sur la sécurité et la stabilité des Etats, exigent une attention plus accrue, des initiatives audacieuses et des moyens appropriés de la part de tous les pays pour y mettre fin.

En raison de sa persistance, la question de l'insécurité maritime dans le Golfe de Guinée se trouve parmi les principaux défis actuels à relever à l'échelle planétaire, dans le cadre d'une approche globale, fondée sur la responsabilité partagée.

Pour le Togo, enrayer la criminalité en mer, endiguer l'immigration clandestine, lutter contre la pêche illicite ainsi que la pollution des mers et des océans, garantir la sûreté et la sécurité maritimes, afin de créer des conditions favorables à l'essor économique de nos pays requièrent, de la part de l'ensemble de nos Etats, des réactions et des actions collectives, vigoureuses et efficaces.

Nouvelle Opinion

**Gestion des pesticides agricoles :  
De nouvelles stratégies et priorités  
définies par le PPAO-Togo**

Le mercredi 4 février dernier a eu lieu au relais de la caisse un atelier de validation du document de politique nationale de gestion des pesticides au Togo. Plusieurs participants venus de toutes les régions du pays y ont pris part.

Les pesticides sont très dangereux. Il est nécessaire et indispensable qu'une gestion rationnelle soit faite sur tous les maillons de la filière afin de garantir la sécurité des utilisateurs. Pour ce faire, il est utile qu'une politique de gestion des pesticides soit élaborée afin de définir le rôle et les responsabilités de chaque acteur de la filière. A cet effet, un consultant a été recruté par le PPAO-Togo pour élaborer une bonne politique nationale de gestion des pesticides agricoles. Signalons qu'après présentation



Col Ouro-Koura Agadazi, ministre de l'Agriculture

de ce document important qui va définir dans les jours à venir les axes stratégiques et prioritaires pour une facilitation et une bonne gestion efficace de toute la filière des pesticides, plusieurs apports et contributions ont été aussi recueillis auprès des participants pour bien le parfaire.

**Kodjovi**

**Première édition de la journée Femme-Mère-Enfant :  
Les Gynécologues-Obstétriciens s'engagent  
contre le cancer du col de l'utérus**

Pour apporter leur contribution, leur savoir faire à l'amélioration de la santé de la femme en général, et à la prévention du cancer du col de l'utérus en particulier, la Société des Gynécologues Obstétriciens du Togo (SGOT) a organisé le vendredi 6 février à l'hôtel Eda-Oba la première édition de la Journée Femme-Mère-Enfant (JFME). Placée sous le thème "prévention du cancer du col de l'utérus" cette édition a été ouverte par le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Nicoué BROOHM représentant le Premier Ministre, ministre de la santé.



Visite de stand par le ministre Nicoué Broohm (dt)

Le cancer est de nos jours d'un enjeu majeur de santé publique à l'échelle planétaire aussi bien dans les pays développés que dans ceux en voie de développement et constitue une des principales causes de mortalité. En effet il est responsable de 13% des décès qui sont enregistrés dans le monde. Plus de 32.6 millions de personnes vivent avec le cancer dont 14.1 millions nouveaux cas découverts chaque année dans le monde, et près de 70% dans les pays en développement. Conscients de ces enjeux majeurs, différents chercheurs se sont très tôt lancés dans la recherche scientifique qui a permis de prévenir le mal. Il est possible aujourd'hui de faire le dépistage et le traitement des cancers du col de l'utérus. Il convient de saluer ses avancées de la médecine.

Des avancées qui sont aussi

saluées et soutenues par le gouvernement Togolais. C'est ainsi qu'un vaccin anti HPV a été introduit par le gouvernement Togolais dans le but d'éradiquer le cancer du col de l'utérus dans notre pays.

Pour le représentant du Premier Ministre, Monsieur Nicoué Broohm, toutes les dispositions sont en train d'être prises au niveau du gouvernement pour que ce vaccin fasse partie des vaccins du programme élargi de vaccination (PEV) et qu'il soit accessible à toute la population Togolaise. Nicoué BROOHM a rappelé que cette première édition doit interpeler chacun à savoir : médecins-spécialistes, responsables politiques, enseignants chercheurs, afin que l'engagement commun à combattre cette maladie soit total.

**Agbé**

**Congrès constitutif de la STT :  
Nadou Lawson-Oloukounlé  
appelle tous les travailleurs  
à une union nationale**

Le 06 février dernier, la Synergie des Travailleurs du Togo a tenu au siège de la SYNPHOT (Syndicat des Praticiens Hospitaliers du Togo) son congrès constitutif. Ce Congrès avec pour thème "La STT sur le renouveau syndical au Togo" a été ouvert par le ministre du travail devant des délégués venus des autres syndicats.

100% du suffrage exprimé. Conformément à l'élargissement de la coordination, voici la liste de la nouvelle équipe dirigeante pour les deux premières années, au titre de Centrale syndicale:

- 1- **Coordonnateur Général:** Nadou Lawson-Oloukounlé
- 2- **Coordonnateur Général Adjoint :** Docteur Atchi Walla



La table d'honneur; 2ème à partir de la gauche, Mme Nadou Lawson

C'est un tournant décisif dans la vie de la STT qui se transforme ainsi en une Centrale Syndicale pour bien mener sa lutte. Ces assises ont permis aux différents délégués de renouveler l'équipe dirigeante de la STT.

Désormais intégrée dans la famille des centrales syndicales la STT compte changer pour une nouvelle fois, la façon dont la lutte syndicale s'est menée jusque-là au Togo. Après adoption des textes de base qui ont été amendés par la nouvelle Centrale Syndicale notamment les statuts, le règlement intérieur, le règlement financier, 42 délégués ont unanimement décidé de reconduire l'ancienne équipe de coordination.

Décision acceptée par celle-ci après une minute de concertation et entérinée par les délégués avec

- 3- **Trésorier Général :** Sènon Housime
- 4- **Trésorier Général Adjoint :** Yawo Sodagni
- 5- **Secrétaire Générale de l'Administration et des Archives :** Tiédimpo Yebli
- 6- **Secrétaire Administratif Adjoint :** Kabassima Baramna-Gnalimba
- 7- **Secrétaire chargé de la Communication, porte-parole de la STT :** Docteur Gilbert Tsolenyanou

Dans l'après-midi, une assemblée Générale s'est tenue au Centre Communautaire de Tokoin où la base a été informée sur le déroulement du congrès et aussi sur les nouvelles mesures que tous les travailleurs du Togo devraient adopter face aux nouvelles orientations et mutations de la synergie en Centrale Syndicale.

**Tournée de "soutien" aux trois pays les plus touchés par EBOLA:  
Faure Gnassingbé en appelle à la vigilance de tous**

Le Coordonnateur de la lutte anti EBOLA, le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a effectué vendredi dernier, une tournée au dans les pays les plus touchés par le mal (Liberia, Sierra Leone et Guinée).

L'occasion a été pour le Coordonnateur et superviseur de la riposte contre Ebola, au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) d'en appeler à la vigilance de tous. Le président Faure n'a pas voulu se faire tout le temps conter les réalités qui entourent la maladie à virus Ebola. Il a voulu toucher du doigt la situation sur le terrain, et sur-



Les Présidents Faure Gnassingbé et Alpha Condé

tout soutenir les dirigeants de ces trois pays pour les efforts consentis. Faure Gnassingbé était accompagné du secrétaire exécutif de la Cédéao. La ministre

togolaise de l'action sociale Mme Dédé Ahoéfa Ekoué était aussi de la délégation.

La tournée a commencé par

*Suite à la page 7*

## Le Niger rend hommage aux victimes de Boko Haram

Au lendemain des combats engagés par les troupes nigériennes et tchadiennes contre Boko Haram qui avait attaqué la localité nigérienne de Bosso, une délégation gouvernementale nigérienne était, samedi 7 février, à Diffa. Cette dernière est la ville de garnison d'où sont partis les soldats pour combattre les extrémistes nigériens. Un hommage aux victimes et à leurs familles a été rendu.



Des soldats nigériens en patrouille à Diffa, en mars 2014.

La région de Diffa a enterré samedi ses premiers morts, victimes de Boko Haram. Toute la hiérarchie militaire, à commencer par le ministre de la Défense nationale et le chef d'Etat major général des forces armées nigériennes, a tenu à rendre un dernier hommage aux soldats tombés sur le champ d'honneur. Il y avait également des représentants des forces spéciales américaines.

Depuis quelque temps, dès la tombée de la nuit un couvre-feu est instauré, de 20h à 6h, et

aucun engin à deux roues et autre véhicule civil n'est autorisé à circuler. Ce couvre-feu s'étend sur toute la région de Diffa : dans la ville de Maïné-Soroa, Nguigmi au bord du lac Tchad, Ngourti et surtout Bosso où l'alerte est au maximum.

Samedi, dans les poursuites qu'elles ont engagées, les forces nigériennes et tchadiennes n'ont pas fait de quartiers entre la ville de Bosso et de Mamouri. Au

Nigéria, plusieurs dizaines de cadavres d'éléments de Boko Haram étaient visibles.

Dans les alentours de la ville de Douchi au Nigéria, d'où sont parties les trois obus tirés sur la ville de Diffa, toutes les pièces lourdes de Boko Haram ont été mises hors d'état de nuire par les forces de l'armée nigérienne. La délégation est attendue dimanche à Bosso.

## Cameroun: A Yaoundé, une ambiance d'unité nationale contre Boko Haram

Depuis quelques semaines, les marches de soutien à l'armée et à la nation fleurissent au Cameroun. Les populations se mobilisent contre Boko Haram. Illustration à Yaoundé samedi 7 février 2015.

" Boko Haram ne me fait pas peur, entend-on dans l'assistance. Ce que je sais, c'est qu'on va se battre ! S'il faut que nous, les civils, nous puissions aller au front, nous le ferons. Mais jamais Boko Haram n'aura raison du Cameroun. Nous défendrons notre pays coûte que coûte. "



Une marche de soutien aux forces armées dans la lutte contre Boko Haram, dans les rues de Yaoundé

Les musiciens égrainent leurs notes joyeuses dans les rues de Yaoundé. " Folklore classique ", c'est le nom de cette fanfare de la capitale camerounaise. Depuis quelques semaines, cette troupe d'une dizaine de jeunes gens participe aux marches patriotiques contre Boko Haram. Un phénomène qui se développe à mesure que les atrocités commises par les jihadistes révoltent l'opinion publique.

" Je pense que la population se mobilise vraiment contre Boko Haram, dit cet autre participant. Mais j'ai l'impression que la population ne mesure pas l'impact de la situation ! Si Boko Haram réussit à s'infiltrer au Cameroun, ça veut dire qu'il y a des indics. Il y a des gens qui sont des Camerounais et qui disent à ces islamistes-là, à ces extrémistes-là : " La patrouille est passée, vous pouvez frapper. " Et ce n'est pas sérieux ! "

Alors que les citoyens font part de leur inquiétude et de leur détermination, " Folklore classique " joue un morceau qui s'intitule " La voix de la Nation ". Un vieux chant patriotique remis au goût du jour.

## Au Liberia, les survivants d'Ebola invités à l'abstinence

Pour les scientifiques, Ebola recèle encore bien de mystères. L'un des problèmes est la présence prolongée du virus dans le sperme. Des études en RDC et en Ouganda ont démontré qu'il pouvait survivre dans la semence au moins 82 jours après l'apparition des symptômes. Afin d'éviter toute complication, les organismes de santé invitent les rescapés à la prudence.

C'est comme une double peine pour les survivants. Après avoir vécu l'enfer, les hommes doivent rester sur leurs gardes, même dans leur intimité. Si aucun cas de transmission sexuelle n'a été documenté

chez un survivant, les organismes de santé conseillent l'abstinence sexuelle ou des relations protégées, et ce pendant trois mois. Alvin Davis est un assistant médical infecté fin octobre. Il a survécu mais doit attendre avant de totalement profiter de la vie. Il a choisi l'abstinence.

" Pour vous dire la vérité, c'est un vrai défi, confie-t-il. Changer les comportements dans ce domaine est difficile. Lorsque j'ai appris qu'il y avait un vrai risque, ça a été un choc. Alors, quand j'ai quitté le centre et qu'un médecin m'a donné une boîte de préservatifs, je les tous donnés à mes amis. Car si je



A Monrovia, la vie reprend son cours mais l'ombre du virus plane encore sur l'intimité des survivants.

les garde, j'ai peur d'être tenté de faire l'amour à ma compagne et de la contaminer. Pour moi, utiliser une capote ce serait une grave

erreur : vous pouvez par inadvertance toucher votre semence et la transmettre à votre partenaire. Et Ebola, ce n'est pas comme le sida ; au moindre contact vous infectez la personne. "

Alvin Davis fait désormais de la sensibilisation dans la communauté. Et il espère que le gouvernement

relaiera le message. " Je vous le dis en toute liberté : depuis ma guérison, ma fiancée garde ses distances et nous n'avons pas fait l'amour. C'est une personne très responsable. Elle accepte ce choix. Je veux prendre mon temps et être complètement guéri. Parce que quand vous avez été touché par Ebola, votre corps met beaucoup de temps à s'en remettre. " Alvin Davis n'a pas encore atteint la barre des trois mois d'abstinence. Il lui reste encore quelques semaines à patienter.

@rfi.fr

## Tournée de "soutien" aux trois pays les plus touchés par EBOLA:

### Faure Gnassingbé en appelle à la vigilance de tous

Suite de la page 6

Monrovia où le Président Faure s'est entretenu avec son homologue du Liberia Ellen Johnson Sirleaf. Les discussions ont été sanctionnées par une conférence de presse avant que la délégation n'atterrisse à Freetown (Sierra Leone) où Faure a également échangé avec son homologue sierra-léonais Ernest Bai Koroma.

Les entretiens ont notamment porté sur la situation de l'épidémie dans le pays et les efforts déployés qui sont à louer.

Faure et sa délégation boucleront leur périple par Conakry avec l'entretien avec le Président guinéen Alpha Condé. Les deux chefs d'Etats ont fait le tour d'h-

raison de la situation du virus en Guinée et les différentes mesures prises pour venir à bout de l'épidémie.

"Nous ne relâcherons pas nos efforts tant que nous n'aurons pas vaincu Ebola", a martelé le chef de l'Etat togolais.

A chaque étape, Faure Gnassingbé apporté son soutien aux premiers responsables, tout en le félicitant pour le travail abattu. Il a invité les Etats de la sous-région à la "vigilance" et à rester "mobilisés".

Pour Faure Gnassingbé, les efforts seront poursuivis au niveau de la Cédéao, les stratégies au niveau de la coordination seront également renforcées, ainsi que les moyens visant à mobiliser les

ressources.

Il est prévu le 3 mars prochain, une réunion des donateurs notamment de l'Union européenne pour la reconstruction +post-Ebola+ dans les pays les plus touchés.

Jeudi dernier, le Fonds Monétaire International (FMI) a accordé 100 millions de dollars d'allègement de dette au Liberia, à la Sierra Leone et à la Guinée.

Le virus Ebola a déjà tué 8.981 personnes sur 22.495 contaminées dans neuf pays, selon les récentes statistiques de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Dans ces trois pays les plus touchés, le nombre de nouveaux cas a augmenté pour la première fois depuis le début de l'année.

### Alerte Virus Ebola

**EBOLA : EVITONS TOUS LA PROPAGATION DU VIRUS!**

Le virus Ebola, maladie virale hautement contagieuse et très mortelle, sévit depuis quelques mois dans la sous-région ouest africaine. L'Organisation Mondiale de la Santé, OMS, vient de décréter l'épidémie comme une « urgence de santé publique de portée mondiale ».

Cela indique donc qu'une mobilisation générale doit être engagée par tous pour éviter la propagation du virus.

Signalons au Centre de Santé le plus proche, aux numéros d'urgences habituels et au numéro vert 111, tout cas suspect présentant l'un des signes cliniques accompagnant une forte fièvre suivants :

- diarrhée sanglante
- selles noires
- saignement du nez, de la peau, des gencives ou à tout autre endroit du corps
- sang dans les urines
- crachats contenant des traces de sang
- sang dans les vomissements.

Evitons la contagion de la maladie en observant le respect scrupuleux des règles élémentaires de prévention suivantes :

- éviter tout contact direct avec les personnes malades ou mortes de la maladie
- éviter de manipuler du sang, des sécrétions, des organes ou des liquides biologiques d'animaux ou de personnes infectés,
- ne pas manipuler les gibiers tels que les agoutis, les rats, les souris, les porcs épiques, les lièvres, les antilopes, les chauves-souris, les chimpanzés, les gorilles (vivants ou morts).

**Evitons tous la propagation du virus d'Ebola !**

CECI EST UN MESSAGE DU CONSEIL NATIONAL DES PATRONS DE PRESSE.

Siège : Maison de la presse, Tokoin Trésor - BP : 81213-Lomé-Togo  
Tél : (00228) 90 11 05 06 / 90 15 87 53 / 22 35 77 66 - Email : conapptogo@yahoo.fr

# NON À LA VIOLENCE



Chers soeurs et frères togolais,  
L'élection n'est pas un moment  
d'affrontements, de violence;  
c'est un temps de débats  
d'idées.

Evitons la violence sous toutes  
ses formes avant, pendant et  
après les élections.

Privilégions l'ouverture et la  
tolérance.

Ceci est un message du  
Ministère de l'administration territoriale, de la  
décentralisation et des collectivités locales.